



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

PAC

Question au Gouvernement n° 335

Texte de la question

PAC

M. le président. La parole est à M. Philippe Folliot, pour le groupe Union des démocrates et indépendants M. Philippe Folliot. Monsieur le Premier ministre, contrairement à la tradition et à la courtoisie républicaine, vous n'avez pas daigné répondre personnellement à un président de groupe, Jean-Louis Borloo : c'est d'autant plus troublant que tout le monde a constaté que le Gouvernement cache les vrais chiffres du chômage à la représentation nationale. C'est inacceptable.

Monsieur le ministre de l'agriculture, forte de son histoire et de la diversité de ses terroirs, la France reste dans le peloton de tête des grandes puissances agricoles mondiales. Le groupe UDI tient à réaffirmer son soutien plein et entier à ce secteur déterminant, ainsi qu'à l'ensemble des femmes et des hommes qui travaillent jusqu'à soixante heures par semaine la terre avec passion.

Ils ne demandent pas l'aumône. Ils récusent toute notion d'assistanat : leur souhait est de pouvoir vivre dignement de leur travail, en percevant une juste rémunération de leurs productions.

Cinquante ans après son instauration, on peut dire que la PAC a été un véritable outil de dynamisation de notre agriculture, avec des soutiens ciblés qui doivent davantage venir en aide à nos petites exploitations, et je pense à l'élevage qui souffre dans nos territoires de moyenne montagne.

Aussi l'échec du sommet européen des 22 et 23 novembre est-il une mauvaise nouvelle pour l'agriculture française. Nous, centristes, tenons à relayer les interrogations et les inquiétudes qui prennent de l'ampleur dans nos campagnes.

La proposition du président du Conseil européen de ramener la PAC de 420 à 372 milliards d'euros entre 2014 et 2020 est un coup dur pour nos agriculteurs. C'est tout simplement inacceptable ! La France perdrait plus de 700 millions d'euros d'aides directes par an, et 120 millions d'euros, pour le développement rural, si important pour nos territoires.

Monsieur le ministre, comment envisagez-vous de faire valoir les intérêts de la France et de l'agriculture française à l'occasion des prochains sommets européens ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. M. Stéphane Le Foll, *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*. D'abord, je suis très satisfait d'avoir le soutien du groupe UDI. (*Sourires.*)

M. Bruno Le Roux. Et du groupe SRC !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. Bien entendu, et j'attends le soutien d'autres groupes, lesquels se multiplient en ce moment... (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Je n'ai pas attendu ce soutien pour avoir le souci du budget de la politique agricole commune. Je rappellerai simplement un chiffre. Il ne s'agit pas de parler des 421 milliards d'euros qui étaient le budget des précédentes perspectives financières, mais du budget qui a été proposé par M. Van Rompuy au début de la négociation et qui s'élevait, lui, à 361 milliards d'euros. C'est de cela qu'on discutait et c'était cela la menace qui pesait sur la politique agricole commune.

Tout l'enjeu de ce débat à l'échelle européenne, c'est effectivement de ramener l'Europe à la conscience qu'elle doit avoir que les deux grandes politiques, la politique agricole comme la politique de cohésion s'adressent aux citoyens européens ; ce sont des politiques essentielles, en particulier la politique agricole, politique stratégique à l'échelle du monde, pour l'Europe.

Il ne s'agit pas uniquement de parler des agriculteurs français, même s'il faut les défendre, mais de parler de l'agriculture comme d'un secteur stratégique pour notre pays comme pour l'ensemble de l'Europe. Les négociations ont échoué, un progrès a été noté, il faut poursuivre pour défendre cette idée simple : l'agriculture, c'est aussi notre avenir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP, et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Folliot](#)

Circonscription : Tarn (1^{re} circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 335

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [28 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [28 novembre 2012](#)